



Conseil de sécurité

## **Non-Prolifération (Iran)**

New York, le 18 décembre 2023  
Déclaration de la Suisse

---

Monsieur le Président,

Je remercie la Secrétaire générale adjointe Rosemary di Carlo, l'ambassadrice Frazier et l'ambassadeur Skoog pour leurs présentations.

À peine âgé de 8 ans, le Plan d'action global commun, plus connu sous son acronyme anglais JCPoA, considéré à juste titre comme une réussite de la diplomatie multilatérale au service de la non-prolifération, semble aujourd'hui être devenu un monument d'une époque révolue.

La mise en œuvre du Plan est défailante et la situation plus périlleuse que jamais. La Suisse a exprimé à plusieurs reprises sa vive préoccupation tant au sujet du retrait des Etats-Unis du JCPoA, que des différentes mesures prises par l'Iran. La Suisse déplore en particulier que, malgré une volonté affichée par la plupart des parties pour négocier un retour rapide au JCPoA, aucune avancée n'ait été enregistrée. Ce dernier reste pourtant un élément important du régime international de non-prolifération nucléaire et de la sécurité internationale. Par conséquent, une mise en œuvre rapide et complète par toutes les parties de leurs obligations est nécessaire.

Monsieur le Président, le « sauvetage » du JCPoA dépend de trois aspects :

Premièrement, le dernier rapport de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) suscite de nombreuses questions par rapport à l'augmentation globale des stocks d'uranium enrichi par l'Iran, l'installation de nouvelles centrifugeuses et les difficultés rencontrées par l'Agence dans la vérification du programme nucléaire iranien. Pourtant, afin de rassurer la communauté internationale, les autorités iraniennes devraient coopérer rigoureusement, de manière transparente et sans équivoque avec l'Agence. Dans le cas contraire, la capacité de l'Agence à fournir des garanties sur la nature exclusivement pacifique du programme nucléaire iranien, demeure compromise. C'est pourquoi les engagements pris au titre du JCPoA et du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires doivent être pleinement respectés par l'Iran.

Deuxièmement, nous sommes particulièrement préoccupés par des indications étayées de transferts, depuis l'Iran, de missiles balistiques et de drones vers des pays tiers, tel que le Yémen et la Russie. Nous soulignons que jusqu'au 18 octobre, tout transfert d'articles, matériaux, équipements, biens et technologies contenus dans la liste du régime de contrôle

de la technologie des missiles, constituait une violation de la résolution 2231. Les développements récents dans la région soulignent à quel point de tels transferts peuvent contribuer à l'escalade des conflits. Ainsi, nous regrettons également le développement et les essais de missiles balistiques par l'Iran, qui sont incompatibles avec la résolution 2231.

Finalement, l'état du JCPoA nous rappelle que des efforts diplomatiques urgents sont nécessaires afin d'éviter son délitement complet. Il n'est pas anodin que le Secrétaire général recommande la non-prolifération et le désarmement des armes nucléaires comme action de premier ordre dans son « Nouvel agenda pour la paix ». C'est dans la négociation et le maintien de telles normes que la confiance, véritable pierre angulaire du cadre multilatéral, se bâtit. Nous espérons que des pourparlers reprendront et permettront aux interlocuteurs de se rappeler l'intérêt que nous portons tous pour un règlement de la question nucléaire iranienne. Pour être durable, une détente politique devra être accompagnée d'un retour à la conformité avec les obligations et l'esprit du JCPoA.

Ce Conseil doit y prêter sa pleine attention. Il doit retrouver une voix commune sur cette question. La Suisse, comme elle l'a fait par le passé en accueillant des étapes critiques de la négociation, se tient prête à faciliter toute solution diplomatique visant au maintien du régime de non-prolifération nucléaire.

Je vous remercie.

---

*Unofficial Translation*

Mr President,

I would like to thank Under-Secretary-General Rosemary di Carlo, Ambassador Frazier and Ambassador Skoog for their presentations.

Barely 8 years old, the Joint Comprehensive Plan of Action (JCPoA), was rightly regarded as a success story of multilateral diplomacy in the service of non-proliferation but now seems to have become a monument to a bygone era.

The implementation of the Plan is failing and the situation is more perilous than ever. Switzerland has on several occasions expressed its deep concern about both the withdrawal of the United States from the JCPoA and the various measures taken by Iran. In particular, Switzerland deplores the fact that, despite the willingness shown by most of the parties to negotiate a rapid return to the JCPoA, no progress has been made. Yet the JCPoA remains an important element of the international nuclear nonproliferation regime and of international security. Consequently, rapid and full implementation by all parties of their obligations is necessary.

Mr President, the "rescue" of the JCPoA depends on three aspects:

Firstly, the latest report from the International Atomic Energy Agency (IAEA) raises many questions about the overall increase in Iran's stocks of enriched uranium, the installation of new centrifuges and the difficulties encountered by the Agency in verifying Iran's nuclear programme. However, in order to reassure the international community, the Iranian authorities

should cooperate rigorously, transparently and unequivocally with the Agency. Otherwise, the Agency's ability to provide guarantees on the exclusively peaceful nature of Iran's nuclear programme remains compromised. This is why Iran's commitments under the JCPOA and the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons must be fully respected.

Secondly, we are particularly concerned by substantiated indications of transfers from Iran of ballistic missiles and unmanned aerial vehicles to third countries, such as Yemen and Russia. We stress that until 18 October, any transfer of items, materials, equipment, goods and technology contained in the Missile Technology Control Regime list constituted a violation of Resolution 2231. Recent developments in the region underline the extent to which such transfers can contribute to the escalation of conflicts. We also regret Iran's development and testing of ballistic missiles, which are incompatible with Resolution 2231.

Finally, the state of the JCPOA reminds us that urgent diplomatic efforts are needed to avoid its complete collapse. It is not insignificant that the Secretary-General recommends non-proliferation and disarmament of nuclear weapons as a key action in his "New Agenda for Peace". It is in the negotiation and maintenance of such norms that trust, the true cornerstone of the multilateral framework, is built. We hope that talks will resume and enable the parties involved to remember the interest we all have in resolving the Iranian nuclear issue. To be sustainable, political détente must be accompanied by a return to compliance with the obligations and spirit of the JCPOA.

This Council must give this its full attention. It must find a common voice on this issue. Switzerland, as it has done in the past by hosting critical stages in the negotiations, stands ready to facilitate any diplomatic solution aimed at maintaining the nuclear non-proliferation regime.

Thank you.